

DARFOUR. DES PROMESSES EN L'AIR

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE NE TIENT PAS SES ENGAGEMENTS



Le conflit continue de faire rage au Darfour (Soudan). À ce jour, d'après les estimations des Nations unies, ce conflit a fait, directement ou indirectement, plus de 300 000 morts. Plus de 2,4 millions de personnes ont été déplacées. En 2008, 270 000 à 300 000 civils ont été chassés de leurs maisons et vivent maintenant dans des camps de déplacés dans différentes parties de l'État.

La communauté internationale manque toujours à ses devoirs envers les femmes et les enfants.

Les combats entre les forces armées soudanaises, les milices qui leur sont associées et les différents groupes d'opposition armés ont toujours des conséquences désastreuses pour les civils, en particulier les femmes et les fillettes.

« J'ai rencontré Mastoura [son prénom a été modifié] en avril 2008,

Femmes portant des fagots au camp de déplacés de Kalma.

a raconté à Amnesty International une femme travaillant pour une organisation humanitaire. Elle est venue me voir avec une amie. Il s'est avéré que son amie était là pour la soutenir, pour l'encourager à parler de son calvaire. Mastoura évitait systématiquement de croiser mon regard. Elle parlait masalit, et son amie traduisait. Ce que Mastoura



m'a raconté était terrible, mais pas inhabituel. Elle m'a parlé du jour où deux hommes à cheval l'avaient "battue". Comme la plupart des femmes que j'ai rencontrées au Darfour, Mastoura utilisait ce terme pour dire en fait que les hommes l'avaient violée. »

Mastoura vit dans un camp de déplacés à El Geneina, dans le Darfour occidental. En mars 2008, elle et plusieurs autres femmes sont sorties du camp pour aller ramasser du bois pour leurs familles, dans ce qu'elles appellent « *al khala* », le désert. Pendant leur journée de marche, elles ont rencontré deux cavaliers. Comme elles étaient dans le désert, elles n'avaient aucun endroit pour se cacher, ni personne pour les protéger. Les forces de maintien de la paix de la Mission des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) avaient promis de fournir des patrouilles pour la collecte du bois, mais elles ne le faisaient que très rarement, voire jamais. Les femmes étaient donc obligées d'aller chercher du bois toutes seules, à leurs risques et périls.

« Quand Mastoura est venue me voir, elle gardait l'agression secrète depuis plus d'un mois. Elle est venue me voir au centre, à l'extérieur du camp, car elle avait peur d'être enceinte d'un de ces deux hommes. Au bout de quelques minutes, elle a sorti d'un sac en plastique un thowb jaune déchiré – ce vêtement en tissu coloré que portent les femmes soudanaises. C'était la seule preuve qu'elle avait de ce qui lui était arrivé. Elle l'avait gardé, au cas où. Une simple robe déchirée pour témoigner de tout ce qu'elle n'avait pas raconté.

« Quand j'ai accompagné Mastoura au centre de santé local, les tests ont

révélé qu'elle était enceinte. C'est la seule fois où je l'ai vue pleurer.

« J'ai revu Mastoura à plusieurs reprises dans les jours qui ont suivi. Elle n'a pas voulu de mes conseils juridiques car elle craignait, et elle avait raison, que sa robe jaune déchirée ne soit pas une preuve suffisante pour obtenir justice. Mastoura voulait juste qu'on interrompe sa grossesse. Et cela faisait partie des nombreuses choses que je ne pouvais pas lui offrir.

« Mastoura m'a raconté que son mari avait disparu en 2006. Il est parti pour un voyage à Khartoum, et elle n'a plus jamais eu de nouvelles de lui. »

Au Darfour, nombreuses sont les femmes qui ont vécu le même calvaire que Mastoura. Aujourd'hui, rien n'est fait pour mettre un terme à ces attaques, et c'est en toute impunité que des hommes violent, pillent et maltraitent les femmes et les filles.

La MINUAD a été déployée en janvier 2008 mais, à ce jour, la situation des civils du Darfour, notamment des femmes et des enfants, n'a connu aucune amélioration sensible. Les attaques se poursuivent malgré la présence des soldats de la MINUAD.

Un nombre indéterminé d'enfants, comme celui de Mastoura, sont nés à la suite de viols et vivent maintenant dans les camps de déplacés du Darfour. Les habitants de ces camps les appellent les enfants janjawids.

Les patrouilles de la MINUAD, y compris les patrouilles de collecte du bois, ont repris dans certaines parties du Darfour. Cependant, la force de maintien de la paix n'offre qu'une protection extrêmement limitée aux habitants des camps de



Soldats de maintien de la paix de l'ONU au Darfour : pas assez nombreux et mal équipés

déplacés. Les populations les plus menacées sont celles qui vivent dans des zones rurales reculées. Par exemple, en février 2008, les attaques de l'armée, soutenue par les milices janjawids, contre les villages de Sirba et de Selea, dans le corridor septentrional du Darfour occidental, se sont traduites par des viols, des homicides de civils, des destructions massives de biens et de nouveaux déplacements forcés.

Au Darfour, de nombreuses attaques contre les civils ont été commises par toutes les parties au conflit. L'incapacité de la MINUAD à protéger les civils de ces attaques montre à quel point elle manque d'équipements et de moyens.



© Lynsey Addario

En décembre 2008, Amnesty International a recueilli le témoignage suivant auprès de Khalil, qui vit dans le camp de déplacés de Hasa Hisa, dans le Darfour occidental :

« Ils nous ont promis de mettre en place des patrouilles pour protéger nos femmes quand elles vont chercher du bois. Les patrouilles se sont arrêtées dès le lendemain. Pas d'équipements, nous ont-ils dit. Tous les jours, nos femmes se font violer, nous nous faisons tuer, nous sommes torturés. Ils [le gouvernement] jettent les nôtres en prison [...] Notre camp est encerclé par les Janjawids depuis hier matin. Pour l'instant, cinq personnes ont été blessées ; les Janjawids prennent maintenant pour cible les civils du camp. La MINUAD est venue, mais elle est repartie peu de temps après. Elle n'a pas les moyens d'atteindre

Hasa Hisa ni de mettre en place des patrouilles satisfaisantes. Elle ne vient que pour faire des rapports. Ses soldats ont installé une tente à l'extérieur du camp et, quand les Janjawids sont arrivés, ils l'ont enlevée.

« Nous demandons à la communauté internationale de regarder dans notre direction ; de voir que nous sommes livrés aux Janjawids et au gouvernement, qui peuvent nous attaquer comme ils le veulent. Nous sommes abandonnés. »

La population du Darfour continue d'être trahie par la communauté internationale. Un an après le début du déploiement de la MINUAD, les forces de maintien de la paix n'ont toujours pas reçu des effectifs et du matériel militaire en quantité suffisante.

LA MINUAD : LENTEUR DU DÉPLOIEMENT ET MANQUE DE MOYENS

Le 31 juillet 2007, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté sa résolution 1769, qui prévoit le déploiement d'une force de maintien de la paix au Darfour : la Mission hybride de l'Union africaine et des Nations unies au Darfour (MINUAD). Cette force hybride a été créée pour remplacer la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), afin de préserver la paix dans l'État du Darfour, ravagé par la guerre. Rodolphe Adada, représentant spécial conjoint de la MINUAD, aurait cependant déclaré : *« nous sommes ici pour maintenir une paix qui n'existe pas ».*

Le déploiement de la MINUAD a commencé en janvier 2008. À la fin de l'année, cette force ne disposait que d'un peu plus de la moitié de la capacité requise et manquait toujours d'équipements militaires essentiels. Pour pouvoir remplir sa mission de protection, la MINUAD devait disposer d'un effectif de 31 042 personnes, dont 25 987 en uniforme, ainsi que des équipements nécessaires, comme des véhicules lourds de transport terrestre et des hélicoptères d'attaque. Or, au 31 octobre 2008, elle ne comptait que 11 415 soldats, soutenus par 2 360 civils. À la fin de 2008, le porte-parole du secrétaire général des Nations unies a annoncé que la MINUAD avait atteint 63 % de sa force militaire autorisée, avec au total 12 374 soldats déployés. Amnesty International a analysé les promesses et les contributions faites à la MINUAD par un certain nombre d'États importants, en utilisant des informations disponibles dans le domaine public, par exemple des rapports des Nations unies ou des articles de presse. Les États se sont également vu demander des renseignements précis concernant les promesses et les contributions, mais dans bien des cas ces informations n'ont pas été fournies.

Malgré de nombreux engagements à fournir des troupes, des équipements militaires ou une aide financière ou autre, la MINUAD continue de manquer cruellement de moyens et est incapable de protéger efficacement les civils. Les beaux discours d'une grande partie de la communauté internationale ne se sont pas traduits par la livraison de moyens de transport terrestre et aérien, en particulier des hélicoptères et autres équipements dont la force a tant besoin pour remplir son mandat.

À ce jour, les pays susceptibles de fournir à la MINUAD du matériel militaire comme des hélicoptères ne l'ont toujours pas fait.

Par ailleurs, beaucoup des pays africains qui s'étaient engagés à fournir des troupes ne l'ont fait que partiellement. Ces retards dans le déploiement des soldats fragilisent encore la force et réduisent sa capacité à mener à bien son mandat sur le terrain et à atteindre les populations les plus vulnérables.

Les pays qui devraient montrer la voie à propos de la crise au Darfour

n'ont pas utilisé leur influence sur le gouvernement soudanais et les groupes d'opposition armés pour qu'ils cessent d'attaquer les civils. Ils n'ont pas non plus fait en sorte que la MINUAD dispose des moyens nécessaires.

Amnesty International appelle la communauté internationale – en particulier les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie, le Japon, l'Australie, l'Égypte, l'Afrique du Sud et les pays de l'Union européenne, notamment le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne – à user de leur influence et à veiller à ce que la MINUAD reçoive tous les équipements militaires dont elle a besoin, en particulier les hélicoptères. Ces pays ne sont pas les seuls à pouvoir fournir des hélicoptères ou des moyens de transport terrestre à la MINUAD. De nombreux autres pays sont aussi en mesure de le faire.

Le groupe des Amis de la MINUAD a été créé en février 2008 afin d'apporter formation et équipements aux pays fournisseurs de troupes. Coprésidé par les États-

Unis et le Canada, ce groupe comprend la Belgique, le Danemark, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Tanzanie et l'Union européenne. Le mieux que ce groupe ait réussi à faire a été de faire pression sur le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU afin d'accélérer le déploiement. Par contre, la plupart des membres du groupe n'ont pratiquement rien apporté en termes de financements, de personnel ou de moyens supplémentaires pour la MINUAD, à part la formation des soldats des pays africains fournisseurs de troupes. Certes, la responsabilité du déploiement revient au Département des opérations de maintien de la paix, mais un soutien accru des Amis de la MINUAD est indispensable pour achever le déploiement de cette force dans les plus brefs délais.

La communauté internationale doit fournir à la MINUAD tous les moyens humains et militaires dont elle a besoin aujourd'hui, en particulier des hélicoptères.

RECOMMANDATIONS

ASSEZ DE PROMESSES EN L'AIR, IL FAUT MAINTENANT DES ACTES !

Recommandations d'Amnesty International à la communauté internationale

■ Les pays qui se sont engagés à fournir des soldats et d'autres personnels essentiels à la MINUAD doivent veiller à ce que ceux-ci soient correctement formés et déployés au Darfour dans les plus brefs délais.

■ Les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie, le Japon, l'Australie, l'Égypte, l'Afrique du Sud et les pays de l'Union européenne, notamment le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, doivent user de leur influence pour que la MINUAD reçoive les équipements de transport terrestre et aérien et les moyens humains dont elle a besoin pour remplir son mandat de protection des civils au Darfour.

■ Les membres du groupe des Amis de la MINUAD doivent procurer aux pays africains fournisseurs de troupes, dans les meilleurs délais, la formation, les financements et les équipements nécessaires pour favoriser le déploiement immédiat des soldats au Darfour.

